

---

## La nouvelle donne yougoslave

---

Christophe Chiclet

Après avoir contrôlé le cône sud des Balkans et laissé les Européens s'embourber dans le conflit bosniaque, les Etats-Unis font une nouvelle fois la preuve de leur puissance. En six mois, ils pensent pouvoir régler un problème de plus de quatre ans. Mais si les armes se taisent, les guerres yougoslaves sont loin d'être terminées. Les Croates veulent récupérer la Slavonie orientale. Les Serbes ont goûté à leur tour à l'amère goût de la défaite, des massacres et des réfugiés. Les Bosniaques voient finalement leur pays démembré et se méfient de leur nouvel "allié" croate. Enfin, les Albanais du Kosovo et de Macédoine attendent leur heure.

Forts de leurs bases militaires en Grèce et en Turquie, les Américains se sont très tôt intéressés à la transition démocratique en Albanie et Bulgarie. Dès 1991-92, des centaines de conseillers civils et militaires débarquaient à Tirana et à Sofia. Pour parachever cette œuvre, 260 casques bleus américains étaient envoyés en Macédoine en juillet 1993; ce sont les seuls soldats américains à se trouver sur le terrain en Yougoslavie. Après avoir bouclé le cône sud, Washington décide de s'occuper du centre de la Yougoslavie. En 1994 et 1995, des instructeurs et du matériel américains viennent renforcer considérablement l'armée croate et, de façon moindre, l'armée bosniaque. En échange, les Etats-Unis font pression sur Zagreb. Le 17 février 1994, le croato-bosniaque Mate Boban, partisan d'une guerre à outrance contre les Musulmans est remplacé par Krésimir Zubak à la tête de la république d'Herceg-Bosna, l'entité croate de Bosnie.

Le 1er mars suivant, le ministre des Affaires étrangères bosniaque, le très pro-américain Haris Silajdzic, Krésimir Zubak et le ministre des Affaires étrangères croate Mate Granic, signent à Washington un accord cadre prévoyant la création d'une fédération croato-musulmane en Bosnie

---

Hiver 1995-1996

ayant le droit de se confédérer à la Croatie. Cet accord est entériné le 13 à Vienne et approuvé le 18 à Washington par les présidents croate et bosniaque, Franjo Tudjman et Alija Izetbegovic.

Le décor est planté. Après avoir soutenu pendant trois ans l'intégrité de la Bosnie, les Américains acceptent son démembrement, mais à leur profit. En effet, cette stratégie ridiculise la diplomatie européenne et onusienne, fidélise durablement l'allié croate et montre aux pays arabes modérés que les Musulmans ne sont pas abandonnés. Il faudra encore un an pour que ce scénario porte ses fruits.

Sentant le vent tourner, le président serbe Slobodan Milosévic fait contrôler par ses hommes les Serbes de la Krajina croate et rompt ses relations avec les Serbes de Bosnie en août 1994. Il préfère une "mini" grande Serbie reconnue et viable, plutôt qu'une énorme grande Serbie aux frontières en dentelle difficilement défendables et rejetée au banc des nations. Par ailleurs, il doit briser la surenchère nationaliste du président serbo-bosniaque, Radovan Karadzic, qui pourrait lui faire de l'ombre à Belgrade même.

---

## L'offensive anti-Serbe

---

Le 6 mars 1995, Zagreb et Sarajevo signent une alliance militaire. La fragile trêve vole alors en éclats. Se sentant pousser des ailes grâce au soutien américain, Bosniaques et Croates brûlent les étapes. L'armée de Sarajevo attaque les dissidents musulmans de Fikret Abdic dans la poche de Bihac, ainsi que les forces serbes en Bosnie centrale le 20 mars. Les Bosno-Serbes réagissent brutalement en pilonnant Bihac, Sarajevo, Tuzla et Gorazde, stoppant momentanément l'offensive bosniaque. Pendant ce temps, les Croates forts de leur nouvel armement lourd et sophistiqué, préparent leurs futures offensives éclairs. En trois jours, du 1er au 3 mai 1995, l'armée croate reprend la Slavonie occidentale, rouvrant la voie entre Zagreb et la Croatie orientale. Les Serbes répliquent en bombardant violemment Sarajevo les 7 et 16 mai. L'OTAN se lance alors dans des frappes aériennes les 25 et 26 mai, stoppées par la prise d'otage de casques bleus par les Bosno-Serbes de Palé, et crée la Force de Réaction Rapide le 3 juin. Les choses vont alors se précipiter simplifiant la carte des fronts. Le 16 juin, les Bosniaques tentent de désenclaver Sarajevo, marquant quelques points. En réponse les Serbes de Palé prennent les enclaves de Srebrenica et de Zépa les 11 et 25 juillet. De son côté, l'armée croate entre en Bosnie et avec l'aide du HVO (l'armée bosno-croate) et de l'armée bosniaque, lance une offensive en Bosnie occidentale visant à soulager Bihac et prendre à revers les Serbes de Krajina le 28 juillet. Forts de ses succès, elle attaque l'ensemble de la Krajina le 4 août et brise le blocus de Bihac, assiégée depuis 1 201 jours. En trois jours, cette république sécessionniste serbe autoproclamée dès 1991 tombe. Belgrade l'a abandonnée. Sans renfort et sans munitions, les soldats serbes de Krajina se réfugient en Bosnie suivis de près de 200 000 civils qui fuient les exactions de l'armée croate. Radovan Karadzic prend peur et se

proclame chef de l'armée bosno-serbe à la place du général Mladic. Mais ce dernier est un fidèle de Belgrade. Soutenu par Milosévic, il oblige Karadzic à faire machine arrière. La tactique de Belgrade est devenue claire: sauver ce qui est essentiel, abandonner les régions trop excentrées, et apparaître comme des pacifistes incontournables aux yeux de la diplomatie internationale.

Résolus à partager la Bosnie, les diplomates américains proposent d'échanger l'enclave de Gorazde contre des banlieues de Sarajevo. Le 13 août, le président bosniaque rejette catégoriquement cette idée. Cela n'empêche pas les casques bleus de quitter l'enclave, la laissant sans protection. Dans un ultime baroud d'honneur, ou plutôt baroud d'horreur, les Serbo-Bosniaques bombardent le marché de Sarajevo, tuant 37 personnes et en blessant 80, le 28 août. Aussitôt l'OTAN et la FRR attaquent les positions serbes (du 28 août au 20 septembre), alors que les armées croates et bosniaques poussent leur avantage en Bosnie occidentale et centrale. Si bien que le 18 septembre, elles occupent 50% de la Bosnie alors qu'elles en avaient moins de 30% deux mois plus tôt.

Les différents plans de paix onusiens avaient prévu de donner 51% de la Bosnie aux Croato-Bosniaques et 49% aux Serbes. Ces derniers avaient toujours refusé préférant garder les 70% qu'ils avaient pris de force en 1993. Les Américains ont tout simplement armé et entraîné les Croates et ont ainsi pris sur le terrain ce que les diplomates n'avaient pu obtenir.

Après cette victoire, le président Tudjman pouvait parader. Pour un membre de la mission d'observation de l'Union Européenne, ayant souhaité garder l'anonymat: *"Dans Zagreb ce ne fut que parades et processions de victoire écaurantes dans un style très fascisant"*. En effet, par cette victoire, Zagreb a fait d'une pierre deux coups. Elle récupérait à peu de frais 95% de son territoire et se débarrassait de sa minorité serbe (12% de la population). Pour l'opinion publique internationale, les autorités croates déclaraient officiellement que les Serbes pouvaient rester. En réalité, son armée chassait les villageois en incendiant leurs maisons. 200 000 personnes quittaient leurs foyers où ils étaient installés depuis le XVI-XVIIème siècles. Ces flots de réfugiés cherchaient un passage vers la Serbie. Mais comme Slobodan Milosévic ne tenait pas à voir ces populations aigries et ayant tout perdu venir lui réclamer des comptes, il tenta donc, dans un premier temps, de les réinstaller dans le Kosovo. Mais ces villageois ne tenaient absolument pas à s'installer dans cette région, la plus pauvre du pays, où les Albanais musulmans sont très hostiles à ce qu'ils considèrent, non sans raison, être une occupation serbe. Les réfugiés ont d'ailleurs boycotté l'aide de la Croix rouge serbe. Finalement les autorités de Belgrade les ont repoussés en Bosnie et, pour leur faire de la place, ont envoyé la milice tristement célèbre du colonel Arkan terminer la purification ethnique sur 45% de la Bosnie.

Par ailleurs, Milosévic a réussi aussi à affaiblir son rival Karadzic à tel point que le 30 août, les Bosno-Serbes décident que Milosévic négocierait directement en leur nom.

Dès le 3 septembre, sous la houlette de l'Américain Richard

Holbrooke, la diplomatie entrain à nouveau en scène, forte de cette nouvelle donne. Le général Mladic fit, sur ordre de Belgrade, un peu de résistance pour tester la volonté des Américains. Face à la reprise des frappes aériennes, l'armée bosno-serbe a retiré ses armes lourdes à 20 kilomètres autour de Sarajevo le 15 septembre, alors que les Croates reprenaient leur offensive en Bosnie occidentale et centrale. Lors de cette offensive, des accrochages ont eu lieu entre Croates et Bosniaques. En effet lorsque ces derniers reprennent une ville, ils l'ouvrent et permettent aux réfugiés de revenir. En revanche, les Croates la gardent fermée, installent une autorité purement croate et n'acceptent pas les réfugiés musulmans.

Finalement, le 8 septembre, les ministres des Affaires étrangères de Serbie, Croatie et Bosnie (Milan Milutinovic, Mate Granic, Muhamed Sacirbey) ont signé un accord de principe à Genève. Ce texte est une véritable anthologie de l'hypocrisie. D'un côté il réaffirme l'intégrité de la Bosnie, mais de l'autre il donne aux deux parties (49-51%) le droit "*d'établir des relations avec ses voisins*". En clair, c'est la condamnation à une mort lente de la Bosnie. Tudjman et Milosévic peuvent être satisfaits. Quant à Izetbégovic, il ne peut que chercher à gagner du temps pour tenter de sauver ce qui peut l'être.

Ce pré-accord a été officialisé par l'accord de New York le 26 septembre. Les trois belligérants s'y sont entendus sur quelques principes constitutionnels de la nouvelle Bosnie, sans toutefois s'entendre sur le partage géographique. Et comme à toute veille de trêve, les combattants ont essayé de grignoter quelques positions. C'est ainsi que les Serbes ont lancé une contre offensive sur Bosanska Krupa le 29 septembre. Deux semaines plus tard, les armes se taisaient définitivement. Mais il y a pourtant beaucoup de chances pour que cette trêve ne soit que temporaire.

---

## Un avenir toujours sombre

---

Les autorités croates ont déjà poussé leur avantage en promulguant une série de lois anti-démocratiques: expropriation des biens serbes, nombre de sièges au parlement réservés aux Serbes ramené de 13 à 3 et création de 12 sièges pour les Croates de Bosnie. Quant à Belgrade, elle a enfin terminé de purifier totalement la Bosnie septentrionale.

Bref, l'ancienne Yougoslavie n'est pas sortie de la tempête. Toutes les anciennes républiques yougoslaves sont gangrénées par des mafia politico-économiques qui profitent du passage à l'économie de marché et du détournement des embargos (sur les armes, contre la Serbie, et contre la macédoine<sup>1</sup>).

Jusqu'en mars dernier, la Slovénie était l'objet de l'ire de l'Italie et croisait le fer avec la Croatie sur la délimitation des frontières. La Croatie du président Tudjman est fort peu démocratique et ne respecte pas ses minorités. La Bosnie est coupée en deux et les Musulmans risquent de vivre coincés entre la haine des Serbes et un protectorat croate imposé.

Quant à la Serbie, elle a les mêmes "critères démocratiques" que la Croatie, d'autant que des centaines de milliers de réfugiés de Krajina et de Bosnie forment une masse maléable et contrôlable par tous les extrémistes.

Mais il y a peut-être pire. La diplomatie russe qui a été écartée des initiatives de Richard Holbrooke a tout fait pour revenir sur le terrain, et par tous les moyens, poussée par la tendance "euro-asiatique" profondément anti-occidentale. Ce courant de pensée a, semble-t-il, le vent en poupe au Kremlin. Il tente de jouer sur une amitié russo-serbe qui pourtant historiquement est assez mince. A terme, les Russes pourraient déstabiliser le processus de paix en Yougoslavie.

Enfin rien n'est réglé dans le fameux cône sud des Balkans, là où justement les Américains montent la garde depuis longtemps. Les quelque 2,5 millions d'Albanais répartis entre le Kosovo, la Macédoine et le Monténégro rongent leur frein. Grâce à Ibrahim Rugova au Kosovo et au Parti de la prospérité démocratique en Macédoine, les Albanais préfèrent l'action pacifique. Cependant à Tirana, il existe une structure pan-albanaise qui ne rêve que d'en découdre pour créer une grande Albanie. Cette structure est en partie financée par les réseaux de drogue en Suisse et en Allemagne. Mais les nouvelles guerres yougoslaves peuvent provenir de la Macédoine. Le 3 octobre 1995, le président de la Macédoine, Kiro Gligorov, échappait de peu à un attentat monté par un service secret. "*Qui contrôle le carrefour macédonien, contrôle les Balkans*" avaient l'habitude de dire les diplomates occidentaux de la fin du XIXème et du début du XXème siècle. Cette colombe des Balkans avait réussi quelques jours avant l'attentat à régler ses différends avec la Grèce et la Serbie. Visiblement, il gênait des intérêts politico-économiques importants.

Bref, si le sud de l'ex-Yougoslavie s'enflamme, c'est une Bosnie multipliée par dix qui risque d'exploser au visage de l'Europe.

**Christophe Chiclet**

---

<sup>1</sup> L'embargo de la Grèce contre la Macédoine du 6 février 1994 a été levé le 15 octobre 1995.